

A L'INRA COMME AILLEURS TOUS UNIS CONTRE LA DESTRUCTURATION DE LA RECHERCHE PUBLIQUE

Partout la recherche publique et l'enseignement supérieur sont attaqués par le gouvernement et c'est maintenant presque tous les jours qu'on apprend des sales coups ! Le dernier en date, c'est la création d'une structure regroupant toutes les sciences du vivant (déclaration du premier ministre F. Fillon la semaine dernière après la remise du rapport de l'AERES sur l'évaluation de l'INSERM) et l'INRA est concerné. **Ceux qui croient encore que le consortium est une forme intéressante de protection de l'EPST INRA contre des forces centrifuges (poussée vers les universités, les régions, etc.) ou contre le démantèlement systématique du service public à l'œuvre au gouvernement se leurrent.**

Les Assemblées organisées par les Présidents de Centres ne sont qu'une opération de communication pour faire admettre le bien-fondé de la création de l'EPCS, que la Direction et les Ministères veulent imposer à marche forcée avec un décret l'instituant avant la fin 2008.

Aujourd'hui, la direction met tout son poids pour que le fond de cette réforme ne soit pas débattu (sauf quand elle sera en œuvre, c'est-à-dire quand les dés seront jetés). C'est le contraire de la démocratie alors qu'au CNRS, le président et le bureau du Conseil Scientifique comme ceux des Conseils Scientifiques des Départements viennent de se prononcer pour que " toute évolution structurelle majeure soit précédée d'une consultation, organisée à bulletins secrets et sous son contrôle, des personnels " en indiquant que " si, après une telle consultation, les décisions prises allaient à l'encontre de l'avis exprimé , [ils appelleraient] solennellement l'ensemble des personnels, de toutes les disciplines, à une réaction forte, qui comporterait notamment un moratoire des expertises à l'ANR et à l'AERES. " ([pour plus d'infos](#)).

De plus, le projet est lancé dans un contexte très défavorable à la recherche publique (suppression de 46 postes à l'INRA au budget 2009 en baisse, précarité en hausse, ...).

Le 27 novembre, un mouvement d'ensemble de la recherche et de l'enseignement supérieur se dresse contre la politique néfaste du gouvernement dans nos secteurs, au CNRS, à l'INSERM dans les universités, etc.... Vous avez le droit de dire que ce consortium n'est pas ce que vous voulez pour vos thématiques de recherche, vos équipes, votre carrière.

Soyons solidaires ce jour-là avec l'occupation du CA du CNRS, du CA du CEMAGREF. Mobilisons-nous ensemble pour montrer au gouvernement comme à la direction que nous refusons d'être liquidé, nous INRA, nous recherche publique ! ([appel intersyndical Enseignement Supérieur et Recherche Publique](#))

Les syndicats CGT-CFDT et SUD vous invitent à participer massivement à des Assemblées Générales intersyndicales de Centre ou d'Unités pour débattre des évolutions en cours et des actions à envisager pouvant aller jusqu'à la grève.

Faisons du 27 Novembre une journée de mobilisation à l'INRA contre la mise en place du Consortium EPCS !

Signez massivement la pétition contre le consortium lancée par CGT, CFDT & SUD en cliquant sur

<http://www.sud-recherche.org/petition2/?petition=2>

Nous dénonçons aux instances censées valider le texte de décret en Décembre toute légitimité à le faire dans ce contexte d'absence de démocratie.

Un préavis de grève est déposé au niveau ministériel pour le 27 Novembre afin de couvrir toute action décidée par les personnels.